

**MEMORIAL**

**Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg**

---

**RECUEIL DE LEGISLATION**


---

**A — N° 59****11 avril 2014****S o m m a i r e**

<b>Règlement grand-ducal du 9 avril 2014 concernant la participation du Luxembourg à l'opération militaire de l'Union européenne en République centrafricaine (EUFOR RCA) . . . . .</b>	<b>page 632</b>
<b>Règlement grand-ducal du 9 avril 2014 concernant la participation du Luxembourg au renforcement de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) . . . . .</b>	<b>632</b>
<b>Règlements communaux . . . . .</b>	<b>633</b>
<b>Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) conclue à Washington, le 3 mars 1973</b>	
– Amendement à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), fait à Bonn, le 22 juin 1979	
– Amendement à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), fait à Gaborone, le 30 avril 1983	
– Adhésion de la République d'Irak . . . . .	<b>634</b>
<b>Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage, faite à Bonn, le 23 juin 1979 – Adhésion de la République kirghize . . . . .</b>	<b>634</b>
<b>Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Tadjikistan concernant les transports aériens, signé à Luxembourg, le 9 juin 2011 – Entrée en vigueur . . . . .</b>	<b>634</b>
<b>Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République Démocratique Socialiste de Sri Lanka tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 31 janvier 2013 – Entrée en vigueur . . . . .</b>	<b>634</b>

---

**Règlement grand-ducal du 9 avril 2014 concernant la participation du Luxembourg à l'opération militaire de l'Union européenne en République centrafricaine (EUFOR RCA).**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales;

Vu la décision du Gouvernement en Conseil du 7 mars 2014 après consultation le 24 février 2014 de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'avis de la Conférence des présidents de la Chambre des Députés;

Sur le rapport de Notre Ministre des Affaires étrangères et de Notre Ministre de la Défense et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Le Luxembourg participe à l'opération militaire de l'Union européenne mise en place en République centrafricaine pendant la période du 15 avril 2014 au 28 mars 2015.

**Art. 2.** La contribution luxembourgeoise comprend au maximum deux militaires par rotation et simultanément présents sur le terrain.

**Art. 3.** Sur proposition du Chef d'état-major de l'Armée, le ministre ayant la Défense dans ses attributions désigne les membres de l'Armée luxembourgeoise participant à l'opération et détermine la durée maximale de leur affectation.

**Art. 4.** La mission des membres de l'Armée consiste à remplir une fonction d'état-major ou de soutien au niveau de l'état-major de la Force.

**Art. 5.** Pour la durée de la mission, les membres de l'Armée luxembourgeoise sont placés sous l'autorité hiérarchique du commandant de la Force.

**Art. 6.** Les membres de l'Armée luxembourgeoise ont droit à l'indemnité mensuelle spéciale non imposable et non pensionnable, prévue à l'article 9 de la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative aux opérations pour le maintien de la paix.

**Art. 7.** Les membres de l'Armée luxembourgeoise peuvent, sur décision du ministre ayant la Défense dans ses attributions, bénéficier d'un congé spécial de fin de mission d'un maximum de 5 jours.

**Art. 8.** Notre Ministre des Affaires étrangères et Notre Ministre de la Défense sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*Le Ministre des Affaires étrangères,*  
**Jean Asselborn**

Palais de Luxembourg, le 9 avril 2014.  
**Henri**

*Le Ministre de la Défense,*  
**Etienne Schneider**

Doc. parl. 6662; sess. extraord. 2013-2014.

**Règlement grand-ducal du 9 avril 2014 concernant la participation du Luxembourg au renforcement de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL).**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales;

Vu la décision du Gouvernement en Conseil du 7 mars 2014 après consultation le 24 février 2014 de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'avis de la Conférence des présidents de la Chambre des Députés;

Sur le rapport de Notre Ministre des Affaires étrangères et de Notre Ministre de la Défense et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Le Luxembourg participera au renforcement de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) pendant la période du 15 juin 2014 au 30 juin 2015 au plus tard.

**Art. 2.** La contribution luxembourgeoise comprend au maximum deux militaires par rotation et simultanément présents dans la zone d'opération.

**Art. 3.** Sur proposition du Chef d'état-major de l'Armée, le ministre ayant la Défense dans ses attributions désigne les membres de l'Armée luxembourgeoise participant à la mission et détermine la durée maximale de leur affectation.

**Art. 4.** La mission des militaires luxembourgeois consiste à remplir une fonction d'état-major ou de soutien au sein du détachement belgo-luxembourgeois.

**Art. 5.** Pour la durée de la mission, les membres de l'Armée luxembourgeoise sont placés sous l'autorité hiérarchique du commandant du contingent belgo-luxembourgeois.

**Art. 6.** Les membres de l'Armée luxembourgeoise ont droit à une indemnité mensuelle spéciale non imposable et non pensionnable, prévue à l'article 9 de la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative aux opérations pour le maintien de la paix.

**Art. 7.** Les membres de l'Armée luxembourgeoise peuvent, sur décision du ministre ayant la Défense dans ses attributions, bénéficier d'un congé spécial de fin de mission d'un maximum de 5 jours.

**Art. 8.** Notre Ministre des Affaires étrangères et Notre Ministre de la Défense sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*Le Ministre des Affaires étrangères,*  
**Jean Asselborn**

Palais de Luxembourg, le 9 avril 2014.  
**Henri**

*Le Ministre de la Défense,*  
**Etienne Schneider**

Doc. parl. 6661; sess. extraord. 2013-2014.

### **Règlements communaux.**

(Les mentions ci-après sont faites en vertu de l'article 82 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988)

**B e r t r a n g e.-** Règlement concernant l'organisation du service «repas sur roues».

En séance du 2 mars 2012, le conseil communal de Bertrange a édicté un règlement concernant l'organisation du service «repas sur roues». Ledit règlement a été publié en due forme.

**B e t t e m b o u r g.-** Règlement communal sur les chiens.

En séance du 12 novembre 2010, le conseil communal de Bettembourg a édicté un règlement communal sur les chiens. Ledit règlement a été publié en due forme.

**B o u s.-** Règlement sur l'accès au centre de recyclage «Am Haff» à Bech-Kleinmacher.

En séance du 7 février 2012, le conseil communal de Bous a édicté un règlement sur l'accès au centre de recyclage «Am Haff» à Bech-Kleinmacher. Ledit règlement a été publié en due forme.

**B o u s.-** Règlement fixant les modalités d'octroi et le montant de l'allocation de vie chère.

En séance du 7 février 2012, le conseil communal de Bous a édicté un règlement fixant les modalités d'octroi et le montant de l'allocation de vie chère. Ledit règlement a été publié en due forme.

**K e h l e n.-** Règlement communal «Concours Art sur Bouteilles de Vin».

En séance du 23 mars 2012, le conseil communal de Kehlen a édicté un règlement communal «Concours Art sur Bouteilles de vin». Ledit règlement a été publié en due forme.

**K e h l e n.-** Règlement communal sur la distribution d'eau potable destinée à la consommation humaine.

En séance du 5 avril 2011, le conseil communal de Kehlen a édicté un règlement communal sur la distribution d'eau potable destinée à la consommation humaine. Ledit règlement a été publié en due forme.

**L o r e n t z w e i l e r.-** Règlement communal sur les registres de population et les changements de domicile.

En séance du 28 mars 2011, le conseil communal de Lorentzweiler a édicté un règlement communal sur les registres de population et les changements de domicile. Ledit règlement a été publié en due forme.

**M a m e r.-** Règlement portant prorogation d'office des heures normales d'ouverture des débits de boissons alcooliques pour certains jours en 2012.

En séance du 7 décembre 2011, le conseil communal de Mamer a édicté un règlement portant prorogation d'office des heures normales d'ouverture des débits de boissons alcooliques pour certains jours en 2012. Ledit règlement a été publié en due forme.

**M e r s c h.-** Nouveau règlement communal relatif à l'allocation de subventions pour l'acquisition d'appareils électroménagers à basse consommation d'énergie.

En séance du 13 février 2012, le conseil communal de Mersch a édicté un nouveau règlement communal relatif à l'allocation de subventions pour l'acquisition d'appareils électroménagers à basse consommation d'énergie. Ledit règlement a été publié en due forme.

**N o m m e r n.-** Règlement fixant les bourses d'études en faveur des étudiants méritants.

En séance du 14 décembre 2011, le conseil communal de Nommern a édicté un règlement fixant les bourses d'études en faveur des étudiants méritants. Ledit règlement a été publié en due forme.

**N o m m e r n.-** Règlement communal concernant la participation aux frais d'obtention du permis de conduire des membres du service d'incendie et de sauvetage.

En séance du 3 octobre 2011, le conseil communal de Nommern a édicté un règlement communal concernant la participation aux frais d'obtention du permis de conduire des membres du service d'incendie et de sauvetage. Ledit règlement a été publié en due forme.

**R e d a n g e / A t t e r t.-** Règlement concernant l'allocation de vie chère pour l'année 2012.

En séance du 26 janvier 2012, le conseil communal de Redange/Attert a édicté un règlement communal concernant l'introduction d'une allocation de vie chère pour l'année 2012. Ledit règlement a été publié en due forme.

**R o s p o r t.-** Règlement concernant l'allocation de vie chère pour l'année 2011.

En séance du 1<sup>er</sup> décembre 2012, le conseil communal de Rosport a édicté un règlement concernant l'allocation de vie chère pour l'année 2011. Ledit règlement a été publié en due forme.

**S a n e m.-** Nouveau règlement communal fixant les modalités d'obtention d'une subvention compensatoire pour taxes communales et pour frais hivernaux.

En séance du 29 novembre 2011, le conseil communal de Sanem a édicté un nouveau règlement communal fixant les modalités d'obtention d'une subvention compensatoire pour taxes communales et pour frais hivernaux. Ledit règlement a été publié en due forme.

**S c h u t t r a n g e.-** Règlement général de police.

En séance du 6 juillet 2011, le conseil communal de Schuttrange a édicté un règlement général de police. Ledit règlement a été publié en due forme.

**Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), conclue à Washington, le 3 mars 1973.**

- **Amendement à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), fait à Bonn, le 22 juin 1979.**
- **Amendement à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), fait à Gaborone, le 30 avril 1983.**
- **Adhésion de la République d'Irak.**

Il résulte d'une notification de l'Ambassade de Suisse qu'en date du 5 février 2014, la République d'Irak a adhéré à la Convention désignée ci-dessus, amendée à Bonn le 22 juin 1979 et à Gaborone le 30 avril 1983, qui entrera en vigueur à l'égard de cet Etat le 6 mai 2014.

(Les réserves, déclarations et notifications des Etats Parties peuvent être consultées au site internet du dépositaire: [www.dfae.admin.ch/depositaire](http://www.dfae.admin.ch/depositaire)).

**Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage, faite à Bonn, le 23 juin 1979. – Adhésion de la République kirghize.**

Il résulte d'une notification du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne qu'en date du 20 février 2014 la République kirghize a adhéré à la Convention désignée ci-dessus, qui entrera en vigueur à l'égard de cet Etat le 1<sup>er</sup> mai 2014.

(Les réserves, déclarations et notifications des Etats contractants peuvent être consultées auprès du Service des Traités du Ministère des Affaires étrangères).

**Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Tadjikistan concernant les transports aériens, signé à Luxembourg, le 9 juin 2011. – Entrée en vigueur.**

Les conditions requises pour l'entrée en vigueur de l'Accord désigné ci-dessus, approuvé par la loi du 10 mars 2014 (Mémorial 2014, A, n° 36, p. 426 et ss.), ayant été remplies le 18 mars 2014, ledit Acte est entré en vigueur à l'égard des deux Parties Contractantes le 26 mars 2014, conformément à l'article 24 de l'Accord.

**Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République Démocratique Socialiste de Sri Lanka tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 31 janvier 2013. – Entrée en vigueur.**

Les conditions requises pour l'entrée en vigueur des Actes désignés ci-dessus, approuvés par la loi du 14 juin 2013 (Mémorial 2013, A, n° 114, p. 1696 et ss.), ayant été remplies le 12 mars 2014, lesdits Actes entreront en vigueur à l'égard des deux Parties Contractantes le 11 avril 2014, conformément à l'article 28 de la Convention.